

Étienne de Callataÿ

«Je serais frustré que le gouvernement s'arrête en si bon chemin»

LES PHRASES
CLÉS

«Les gens n'ont pas assez conscience que les mesures de ce tax shift ont de **bonnes motivations**.»

«La grande difficulté pour ce gouvernement, c'est qu'il prend **une mesure qui fait plaisir à peu de personnes** mais qui fait déplaisir à beaucoup de gens.»

«Pour moi, le tax shift va dans la bonne direction. **Le gouvernement doit continuer.**»

INTERVIEW

ANAÏS SORÉE

Étienne de Callataÿ, économiste en chef de la Banque Degroof, est frappé de voir le peu de confiance du citoyen envers les mesures prises par le gouvernement. «Les gens n'ont pas assez conscience que les mesures pénibles de ce tax shift ont des **bonnes motivations**». Son jugement est positif. «Cela va dans le bon sens. Cela va préserver et créer de l'emploi», analyse-t-il. Il espère que le gouvernement ne va pas s'arrêter en si bon chemin.

Le contribuable a l'impression de s'être fait rouler. Il paiera plus cher son électricité, l'alcool, le diesel, les sodas. Mais son salaire reste le même. Le gouvernement a-t-il fait d'un cadeau aux employeurs uniquement?

Quand vous diminuez les cotisations sociales, qui sont les gagnants? Dans un premier temps, les patrons et les actionnaires. Mais dans un second temps, c'est aussi toutes les personnes qui, grâce à cette baisse de cotisations, ne vont pas perdre leurs emplois ou vont être embauchées. Évidemment, les patrons et les ex-chômeurs, cela fait moins de personnes que celles qui vont être sollicitées pour financer cette diminution de cotisations sociales. Donc, la grande difficulté pour le gouvernement c'est qu'il prend une mesure qui fait plaisir à peu de gens mais qui fait déplaisir à beaucoup de gens.

Peut-on parler d'un réel tax shift?

Oui. Peut-on aussi parler d'une mesure «pro-patrons»? La réponse est oui aussi. Mais une mesure «pro-patrons», si elle est intelligemment conçue, peut être une mesure «pro-activité économique» et «pro-

emploi».

Est-ce le cas ici? N'aurait-il pas fallu compléter cette mesure avec des objectifs en termes de création d'emplois?

C'est impossible à faire. Les premiers bénéficiaires de cette diminution des cotisations sociales sont les gens qui ne vont pas perdre leur emploi. Mais comment savoir si elle ou telle entreprise aurait restructuré si elle n'avait pas bénéficié d'une diminution des cotisations sociales? L'entreprise en difficultés qui bénéficie d'une baisse des cotisations sociales ne crée pas de l'emploi, simplement elle ne fait pas faillite. C'est donc quand même intéressant de lui faire bénéficier de la mesure. Cela préserve l'emploi.

C'est un chèque en blanc pour les employeurs, non?

Oui mais il faut l'accepter. Qu'on aime cela ou pas, il n'y a pas moyen de faire autrement. Si on avait fait une mesure uniquement pour les entreprises qui créent de l'emploi, on aurait privilégié les entreprises qui vont bien mais on n'aurait rien fait pour les entreprises qui aujourd'hui pensent à restructurer. Alors qu'il est vraisemblablement plus facile de préserver l'emploi là où il existe que d'en créer du nouveau.

Les critiques disent que la diminution des cotisations patronales avantage les entreprises qui paient des salaires élevés...

On ne connaît pas encore les détails de la diminution des cotisations sociales annoncée par le gouvernement. Il est encore trop tôt pour tirer à boulets rouges. Mais c'est vrai qu'il y a un arbitrage entre deux approches. Premièrement, l'approche emploi. Si vous vous souciez de créer un maximum d'emplois, vous avez intérêt à diminuer les cotisations sociales des bas salaires. C'est là que l'effet va être le plus net et le plus rapide. Mais cela ne va pas faire gagner des parts de marché dans l'économie européenne. Car en Belgique, les secteurs où les salaires sont bas, par exemple, le nettoyage et la distribution, ne sont pas des secteurs inscrits dans la concurrence internationale.

Si vous voulez gagner des parts de marché dans l'économie européenne, il faut avoir une autre approche, celle de la compétitivité. Dans un concert européen qui est plus souvent un concert de concurrence que de coopération, ce n'est pas avec les bas salaires que vous allez gagner ou perdre la bataille internationale. C'est avec les coûts salariaux de vos employés supérieurs, pour pouvoir attirer des entreprises multinationales.

Dans ce cas, il vaut mieux faire une

mesure générale qui va aussi bénéficier aux salaires moyens et aux salaires supérieurs.

Les deux approches sont valables. Par exemple, en gagnant en compétitivité, vous allez avoir de nouveaux cadres dans les entreprises multinationales qui devront aussi faire leurs courses et faire nettoyer leurs belles villas. Mais l'effet est plus lent et moins net que si on concentre les efforts sur les bas salaires.

En choisissant une approche linéaire, le gouvernement opte pour l'approche compétitivité?

On ne sait pas répondre encore aujourd'hui avec certitude. Mais on peut penser qu'il y a certains partis dans la majorité qui pensent davantage en termes de compétitivité qu'en termes de bas salaires.

En ce qui concerne les bas salaires, le gouvernement a annoncé un gain en pouvoir d'achat de 100 euros. Mais cette mesure ne sera-t-elle pas compensée par les diverses augmentations de taxes (électricité, alcool, soda, etc.)?

Ce qui est clair c'est que les bas salaires vont y gagner. Il faudra que la consommation de

la personne d'alcool, de diesel et de cigarettes soit très élevée pour que la partie supplémentaire à payer atteigne 100 euros. Après, il faudra voir si l'augmentation de la TVA est mise dans le calcul de l'indexation. Si l'augmentation de la TVA sur l'électricité est mise dans le calcul de l'indexation, on peut penser que les bas salaires vont être gagnants à ce niveau. Car les salaires vont augmenter. Mais à ce moment-là, on ne peut pas dire que c'est le citoyen lambda qui paie l'augmentation de la TVA sur l'électricité, ce sont les employeurs.

Cela revient à faire payer la mesure aux employeurs. Ce qu'ils gagnent d'une poche est perdu de l'autre...

Tout à fait. La cohérence intellectuelle voudrait qu'on sorte l'augmentation de la TVA sur l'électricité de l'indexation et que l'on fasse d'autres types de correctifs sociaux tels que relever certaines allocations sociales.

Là-dessus, il n'y a pas eu beaucoup d'annonces du gouvernement...

Il y a quand même eu une augmentation de l'enveloppe bien-être focalisée sur les petites retraites. Mais il est vrai qu'aujourd'hui, l'attention du gouvernement ne se porte pas par exemple sur les chômeurs ou les handicapés et invalides. Mais il porte une attention particulière sur les bas salaires grâce à la mesure des 100 euros.

Une mesure qui bénéficie en réalité à tout le monde...

L'avantage de la mesure, c'est sa simplicité. Vous augmentez le forfait des dépenses professionnelles pour tout le monde. C'est vrai que le gouvernement aurait pu chercher une mesure qui ne bénéficie qu'aux bas salaires. Ici, elle bénéficie proportionnellement plus aux bas salaires. Mais le gouvernement aurait pu par exemple diminuer le taux de taxation des tranches les plus basses ou augmenter celle des hauts revenus. Ici, il a fait un cadeau aux revenus supérieurs qui n'en avaient pas besoin particulièrement. En même temps, la classe moyenne, en Belgique, est fortement taxée. Dans une perspective internationale, faire bénéficier l'ensemble des contribuables de cette mesure n'apparaît pas comme particulièrement choquant. Cela nous ramène un peu plus au niveau fiscal des pays qui nous entourent.

En ce qui concerne les revenus supérieurs, le gouvernement a refusé de tou-**cher à certains tabous: taxation des revenus immobiliers, taxation généralisée des plus-values sur actions, voitures de société. N'est-ce pas une occasion manquée d'opérer une vraie réforme fiscale?**

Le gouvernement n'avait pas l'ambition de faire une réforme. Il a parlé d'un glissement de ne pas avoir fait de réforme. Mais on était en droit d'attendre plus de changements. Il faut souhaiter que le gouvernement ne s'arrête pas en bon chemin. Car pour moi, le tax shift va dans la bonne direction. Le gouvernement doit continuer.

À quel niveau doit-il encore agir?

D'abord, sur la fiscalité environnementale. C'est une déception par rapport à ce tax shift. Tous les observateurs ont insisté sur le fait qu'en Belgique, la fiscalité verte est particulièrement légère. C'est notamment les voitures de société mais c'est aussi la taxation du mazout de chauffage et du gaz de ville. Ensuite, sur la fiscalité immobilière,

qui est très atypique chez nous. Très inefficace et injuste aussi. On a des droits d'enregistrement très élevés d'un côté. Et de l'autre côté, des modes de calcul de la taxation sur les revenus locatifs qui se basent sur des valeurs cadastrales remontant à 1975. À ce niveau, il y a une pression de l'Union européenne, qui dit que notre mode de taxation est une entrave à la mobilité des personnes. On encourage les Belges à rester chez nous. On va devoir changer à cet égard-là.

On n'a pas non plus abordé la refonte de l'impôt des sociétés, ou la progressivité de l'impôt ou la globalisation des revenus (du travail et du capital). Bref, il y a encore du pain sur la planche. Je ne fais aucun reproche par rapport à ce qui a été fait. Mais si le gouvernement ne fait que ça, je serai frustré.